

## COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : **26736C**

Inscrit le 22 mars 2010

---

### **Audience publique du 8 juillet 2010**

**Appel formé par  
la société anonyme ... S.A., ...  
contre un jugement du tribunal administratif du  
10 février 2010 (n° 25654 du rôle)  
en matière de remise d'impôt**

---

Vu la requête d'appel, inscrite sous le numéro 26736C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 22 mars 2010 par Maître Henri WAGNER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de la société anonyme ... S.A., ... sous le numéro ..., représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions, dirigée contre le jugement rendu par le tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg du 10 février 2010 (n° 25654 du rôle), l'ayant déboutée de son recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 20 janvier 2009 portant rejet de sa demande en remise gracieuse du 2 mai 2007 ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 20 avril 2010 par Madame le délégué du gouvernement Monique ADAMS ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 20 mai 2010 par Maître Henri WAGNER pour compte de la société anonyme ... S.A., préqualifiée ;

Vu les pièces versées au dossier et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Madame le délégué du gouvernement Monique ADAMS et Maître Mathilde OSTERTAG, en remplacement de Maître Henri WAGNER, en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 22 juin 2010.

---

Le 19 octobre 2005, le bureau d'imposition Sociétés 2 émit à l'encontre de la société anonyme ... S.A., ci-après « *la société* ... », des bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal pour l'année 2000, en retenant un bénéfice commercial de 34.618.540.- francs, tout en fixant l'impôt sur le revenu au

montant de 243.900,46.- € et l'impôt commercial communal à 76.437,97.- € pour l'année d'imposition en question.

Suivant courrier du 29 mars 2006, la société ..., par l'intermédiaire de sa fiduciaire, sollicite du préposé du bureau d'imposition Sociétés 2 de revoir l'imposition effectuée le 19 octobre 2005 sur base d'une nouvelle déclaration fiscale en tenant compte des règles d'évaluation inscrites à l'article 23 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, en abrégé « *LIR* ».

Par courrier recommandé du 26 juillet 2006 à l'adresse du directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après « *le directeur* », la société ..., en estimant « *qu'un contribuable ne peut être imposé sur un bénéfice inexistant* », sollicite du directeur de « *bien vouloir faire annuler le décompte d'imposition en question* ».

Suivant « *décision sur réclamation* » (n° C13412) du 12 décembre 2006, le directeur déclara la réclamation de la société ... du 26 juillet 2006 irrecevable pour être tardive.

Par courrier recommandé du 2 mai 2007, la société ... introduisit auprès du directeur une demande tendant à « *bien vouloir accorder une remise totale – sinon partielle – du paiement tant du principal que des intérêts du montant des impôts réclamés à ... S.A. au titre de l'impôt sur le revenu et de l'impôt commercial communal de l'année 2000* ».

Suivant « *décision en matière gracieuse* » (n° GR84.07) du 30 mai 2007, le directeur, par application des délais prévus à l'article 153 de la loi générale sur les impôts du 22 mai 1931, dite « *Abgabenordnung* », ci-après « *AO* », déclara la demande en remise gracieuse tardive, décision libellée comme suit :

« *Vu la demande présentée le 3 mai 2007 par les sieurs ... et ... de la société à responsabilité ..., en qualité de mandataire de la société anonyme ... S.A., établie et ayant son siège social à .., ayant pour objet une remise d'impôt par voie gracieuse ;*

*Vu le paragraphe 131 de la loi générale des impôts (AO), tel qu'il a été modifié par la loi du 7 novembre 1996 ;*

*Considérant que la demande tend à une rectification par voie gracieuse de l'imposition de l'année 2000 ;*

*Considérant qu'en vertu du paragraphe 131 AO, sur demande dûment justifiée endéans les délais du paragraphe 153 AO, le directeur de l'administration des contributions directes accordera une remise d'impôt ou même la restitution, dans la mesure où la perception de l'impôt dont la légalité n'est pas contestée, entraînerait une rigueur incompatible avec l'équité, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable ;*

*Considérant qu'aux termes du paragraphe 153 AO, le délai pour l'introduction d'une requête est d'une année civile après que le requérant a eu connaissance des faits sur lesquels il entend fonder sa demande ;*

*En l'espèce, la demande concernant le bulletin de l'année 2000 datant au 19 octobre 2005, se situe en dehors du délai susvisé ;*

*Par ces motifs,*

*Décide :*

*La demande en remise gracieuse est tardive. »*

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 29 août 2007, la société ... introduisit un recours contentieux tendant à la réformation sinon à l'annulation de la décision du directeur du 30 mai 2007.

Par jugement du 23 avril 2008 (n° 23379 du rôle), le tribunal accueillit le recours en réformation en la forme, au fond, retint que le directeur avait à tort déclaré la demande de remise gracieuse du 3 mai 2007 irrecevable comme étant tardive, le dit cependant non justifié, constata qu'il n'y a pas lieu de se prononcer sur le recours subsidiaire en annulation et condamna la société ... aux frais.

Par requête déposée le 3 juin 2008, la société ... a déclaré relever appel du jugement du 23 avril 2008, en sollicitant d'après le dispositif de ladite requête, par réformation du jugement entrepris, la réformation respectivement l'annulation de la décision du directeur du 30 mai 2007 et l'octroi d'une « *remise totale – sinon partielle – du paiement tant du principal que des intérêts du montant des impôts réclamés (...) au titre de l'impôt sur le revenu et de l'impôt commercial communal de l'année 2000 ayant fait l'objet des bulletins d'imposition du 19 octobre 2005* ».

Par arrêt du 13 novembre 2008 (n° 24456C du rôle), la Cour administrative confirma le jugement du tribunal administratif du 23 avril 2008 en ce qu'il a retenu que la décision directoriale déférée avait déclaré à tort la demande de remise gracieuse irrecevable pour cause de tardiveté, et, par réformation du jugement entrepris, annula dans le cadre du recours en réformation la décision directoriale déférée et renvoya le dossier en prosécution de cause devant le directeur afin qu'il statue sur ladite demande gracieuse.

Par décision du 20 janvier 2009, le directeur rejeta la demande de remise gracieuse sur base des motifs et considérations suivants :

*« [...] Vu la demande présentée le 3 mai 2007 par les sieurs ... et ... de la société à responsabilité limitée ..., en qualité de mandataire de la société anonyme ..., établie à ..., ayant pour objet une remise d'impôt par voie gracieuse ;*

*Vu le paragraphe 131 de la loi générale des impôts (AO), tel qu'il a été modifié par la loi du 7 novembre 1996 ;*

*Considérant que la demande tend à une rectification par voie gracieuse de l'imposition de l'année 2000 ;*

*Considérant qu'en vertu du paragraphe 131 AO, sur demande dûment justifiée endéans les délais du paragraphe 153 AO, le directeur de l'administration des contributions directes accordera une remise d'impôt ou même la restitution, dans la mesure où la perception de l'impôt dont la légalité n'est pas contestée, entraînerait une rigueur incompatible avec l'équité, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable ;*

*Vu l'arrêt de la cour administrative du 13 novembre 2008 qui en annulant la décision directoriale du 30 mai 2007 qui avait déclaré la demande de remise gracieuse irrecevable pour tardiveté, renvoie le dossier en prosécution de cause au directeur afin de statuer sur ladite demande ;*

*Considérant que l'imposition de l'année 2000 est coulée en force de chose décidée:*

*Force est de constater que le moyen invoqué dans la demande s'analyse en une contestation de la légalité de l'impôt, étrangère en tant que tel à la matière gracieuse (cf. T.A. N°11196 du 27.10.99 et confirmé par C.A. N°11703C du 30.03.2000) ;*

*Considérant que la demande gracieuse ne doit pas servir à contourner la forclusion attachée au délai en matière contentieuse ou déclencher un réexamen d'office ;*

*Considérant en plus, en l'occurrence il apparaît qu'il y a faute professionnelle de tiers intervenants; que dans ce contexte il n'appartient pas au Trésor, en cas de préjudice subi sur le plan fiscal par suite de faute de tiers, d'en dégager les intervenants de leur responsabilité à charge du budget public;*

*Concernant la rigueur subjective, une remise gracieuse n'est justifiée que si la situation personnelle du contribuable est telle que le paiement de l'impôt compromet son existence économique et le prive des moyens de subsistance indispensables (cf. C.A. N°11844C du 16 mai 2000) ;*

*Considérant que la survie économique et l'absence de liquidités afin de régler la dette fiscale n'ont pas été rapportés à suffisance de droit ;*

*Considérant que le simple fait qu'une société ne dispose pas de liquidités nécessaires pour payer les impôts et le risque encouru par elle de devoir vendre des immeubles en France ne constituent pas des raisons suffisantes de nature à établir dans son chef une rigueur subjective au sens du paragraphe 131 AO (cf. T.A. N°22030 du 27 décembre 2007) étant donné qu'un contribuable ne peut pas valablement prétendre à une*

*protection de l'intégralité de son actif investi contre l'exigence d'une réalisation en vue de satisfaire à ses obligations fiscales valablement fixées (cf. T.A. N°20890 du 23.08.2006) ;*

*Considérant en plus qu'il n'est pas établi que le règlement des impôts dus entraînerait la faillite ou la possibilité d'une dissolution de la société, argument nouvellement invoqué en appel [qui] est appelé à tomber à faux dans le chef de la requérante, société anonyme de capitaux, en méconnaissance de la distinction fondamentale entre une personne morale, fiction légale, et d'une personne humaine (physique) ;*

*Considérant donc en ce qui concerne une rigueur objective et subjective, force est de constater que les motifs invoqués par la requérante ne permettent pas de retenir une iniquité ;*

*Considérant que partant les conditions pouvant légalement justifier une remise gracieuse ne sont pas remplies ; (...) ».*

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 17 avril 2009, la société ... introduisit un recours contentieux tendant à la réformation sinon à l'annulation de la décision du directeur du 20 janvier 2009.

Par jugement du 10 février 2010 (n° 25654 du rôle), le tribunal accueillit le recours en réformation en la forme, au fond, le dit non justifié, déclara le recours subsidiaire en annulation irrecevable et condamna la société ... aux frais.

Le tribunal rejeta en premier lieu le moyen de la société ... tiré d'une motivation insuffisante de la décision directoriale déférée du 20 janvier 2009, relevant dans ce contexte que le directeur avait motivé sa décision de ne pas faire droit à la demande de remise gracieuse tant par rapport à la rigueur objective que par rapport à la rigueur subjective et que la motivation à la base de la décision déférée avait encore utilement été complétée par le délégué du gouvernement au cours de la procédure contentieuse.

Le tribunal constata ensuite que la société ... critiquait en substance l'imputation d'un bénéfice commercial du chef de l'omission de la part de son conseiller fiscal d'avoir fait application des dispositions de l'article 23 LIR dans la déclaration fiscale initiale, évaluant ainsi ses dettes à une valeur inférieure à celle permise par le législateur et que le bénéfice commercial déclaré serait surfait et ne correspondrait pas à la réalité. Les premiers juges notèrent encore que la société ..., d'une part, relevait qu'elle aurait été dans l'impossibilité d'exercer le recours dans le délai légal, étant donné que son domiciliataire ne lui avait remis les bulletins d'imposition qu'en date du 21 février 2006 quand le délai de recours avait déjà expiré et, d'autre part, estimait que le refus de la déclaration rectificative de l'année 2000 l'exposerait à une imposition injuste contraire à la volonté du législateur dans la mesure où l'application de la loi fiscale aurait entraîné la fixation d'un montant trop élevé, alors que le législateur aurait prévu un mécanisme permettant d'amoindrir sa charge fiscale.

Les premiers juges retinrent ensuite qu'un bureau d'imposition agit conformément à la loi en se basant sur les déclarations du contribuable et la circonstance que certaines des bases d'imposition déclarées s'avèrent *ex post*, et plus particulièrement après l'expiration du délai de recours contre ce bulletin d'établissement, être erronées, de sorte à conduire à une surtaxe, n'est pas de nature à mettre en cause l'application de la loi qui a été faite antérieurement par ledit bureau et à aboutir à une situation non prévue par le législateur comme étant susceptible d'être rectifiée, étant donné que ce dernier a précisément circonscrit à travers les paragraphes 92 à 96 et 222 AO les hypothèses dans lesquelles il admet les modifications d'actes d'imposition. De même, le tribunal estima qu'une demande de remise gracieuse ne doit pas servir à contourner la forclusion attachée au délai contentieux et le réexamen d'office et la rigueur de la perception ne sauraient être un prétexte à un contrôle virtuel du bien-fondé de l'imposition, ni à faire l'économie d'une éventuelle action en responsabilité contractuelle contre l'auteur d'un dommage éventuel pour retenir qu'une iniquité objective n'était pas donnée en l'espèce.

Concernant l'existence d'une rigueur subjective, les premiers juges relevèrent que la société ... faisait valoir que le paiement du montant réclamé aurait des conséquences financières lourdes pour son existence économique et la priverait de moyens de subsistance indispensables, sa situation de fortune étant illustrée par un bilan au 31 décembre 2008 renseignant sur une perte de 151.088,48.- €, tout en faisant valoir que sa situation ne se serait guère améliorée depuis lors. Le tribunal releva encore que la société ... exposait avoir deux possibilités, soit vendre le seul élément d'actif, à savoir un immeuble situé à ..., avec désintéressement préalable des créanciers hypothécaires, pareil remboursement, conjugué à la conjoncture déflationniste des cours de l'immobilier, entraînant une absence de bénéfice résultant de la vente de l'immeuble et une impossibilité de payer le montant de l'impôt dû, soit contracter un nouveau prêt, ce qui aurait pour conséquence de l'endetter lourdement, étant donné que les prêts ne seraient actuellement accordés qu'à des coûts excessivement élevés pour l'emprunteur.

Sur ce, le tribunal, après avoir rappelé que l'existence d'une rigueur subjective s'appréciait au jour où le tribunal statue, estima que la société ... se limitait à soutenir des hypothèses quant aux conséquences qu'aurait la vente de l'immeuble ou la souscription d'un prêt bancaire sur sa situation économique sans permettre au tribunal de vérifier si les faits et conséquences allégués correspondent à la réalité, qu'elle n'apportait ni des précisions quant à la valeur actuelle réelle de l'immeuble situé en France, ni quant aux expectatives de vendre ce dernier et ne précisait pas non plus, pièces et chiffres à l'appui, quelles seraient les conséquences concrètes de la souscription d'un prêt bancaire sur sa situation financière, de manière qu'elle n'avait pas mis le tribunal en mesure d'apprécier si le paiement, le cas échéant échelonné, de la dette d'impôt par elle redue compromettrait son existence économique et la priverait des moyens de subsistance indispensables.

En conséquence, le tribunal rejeta le recours de la société ... comme n'étant pas fondé.

Par requête déposée le 22 mars 2010, la société ... a régulièrement relevé appel du jugement du 10 février 2010 en sollicitant, d'après le dispositif de ladite requête, par

réformation du jugement entrepris, la réformation respectivement l'annulation de la décision du directeur du 20 janvier 2009 et l'octroi d'une « *remise gracieuse totale, sinon partielle, du paiement tant en principal que des intérêts du montant des impôts réclamés (...) au titre de l'impôt sur le revenu de l'année 2000 et de l'impôt commercial communal de l'année 2000* ».

A l'appui de son appel, la société ... soutient en premier lieu que le paiement du montant réclamé serait constitutif d'une rigueur objective, contraire à la volonté du législateur. Ce constat s'imposerait d'autant plus qu'une déclaration rectificative ayant trait à l'année d'imposition 2001 aurait été acceptée par le bureau d'imposition, mais non celle ayant trait à l'année d'imposition 2000, et ceci au seul motif que le délai de recours contre ledit bulletin d'imposition visant l'année 2000 avait expiré.

Plus précisément, les montants réclamés pour l'année d'imposition 2001 se dégageraient d'un bulletin d'imposition daté du 19 octobre 2005, lequel a fixé le bénéfice commercial imposable à 34.618.540.- LUF et suite à l'émission dudit bulletin, le domiciliataire en charge des travaux comptables et fiscaux, ayant présenté la déclaration relative à l'année 2000, aurait omis d'appliquer les dispositions de l'article 23 LIR, de sorte que les dettes auraient été évaluées à une valeur inférieure à celle permise par la législation fiscale luxembourgeoise. Suite à la découverte de cette erreur, des déclarations rectificatives auraient été présentées en date du 16 mars 2006 au bureau d'imposition compétent pour les deux années d'imposition 2000 et 2001, le résultat d'imposition pour l'année 2000 se chiffrant suite à cette rectification à une perte de 3.840.541.- LUF.

Or, alors même que l'administration avait accepté l'application des dispositions de l'article 23 LIR concernant la déclaration rectificative de 2001, elle n'a pas accepté l'application de ces mêmes dispositions concernant l'année d'imposition 2000 en raison de la seule considération qu'à la date de présentation de la déclaration rectificative pour l'année 2000, le délai de recours contre le bulletin d'imposition afférent avait expiré, le domiciliataire ne lui ayant remis ledit bulletin qu'en date du 21 février 2006.

D'après la société ..., les bulletins d'imposition relatifs à l'impôt sur le revenu et à l'impôt commercial communal pour l'année 2000 auraient été établis sur base d'éléments de fait erronés et extérieurs à sa volonté, erreur provenant de l'établissement de la déclaration par son domiciliataire, cumulée à une absence de vigilance de ce dernier quant aux délais de recours, de sorte qu'elle ne saurait être tenue pour responsable de ces erreurs conduisant à une imposition intrinsèquement injuste.

Rappelant que, d'après le paragraphe 204 (1) AO, le bureau d'imposition est également tenu de vérifier les informations des contribuables en leur faveur, la société ... déclare ne pas contester la légalité de l'impôt mais soutient que l'erreur flagrante à la base d'une surimposition dans son chef, contraire à la réalité économique, aurait dû être soulevée d'office par le bureau d'imposition compétent et l'imposition litigieuse basée sur des faits erronés serait clairement contraire à la volonté du législateur.

Partant, il serait incontestable qu'une rigueur objective serait donnée en l'espèce, résultant d'une application de la loi fiscale qui aurait entraîné la fixation d'un montant d'impôt trop élevé, but que le législateur n'a pas entendu poursuivre dans la mesure où il a précisément prévu un mécanisme permettant d'amoindrir la charge fiscale.

C'est cependant à bon escient que la partie étatique rétorque qu'une erreur dans la déclaration ne saurait être de nature à justifier une remise gracieuse et les premiers juges ont fait application à bon droit des principes existants selon lesquels le bureau d'imposition agit conformément à la loi en se basant sur une déclaration d'impôt et la circonstance que certaines des bases d'imposition déclarées s'avèrent *ex post*, après l'expiration du délai de recours, être erronées n'est pas de nature à mettre en cause l'application de la loi qui a été faite antérieurement par le bureau d'imposition.

En effet, une remise d'impôt n'est envisageable que si la légalité de l'impôt à sa base n'est pas contestée. Aucune contestation, tenant à la légalité de l'impôt à la base de la demande de remise gracieuse, ne saurait être utilement accueillie, pour fonder une quelconque rigueur objective ou subjective. Plus particulièrement, aucune contestation tenant au caractère excessif allégué dans le chef de l'imposition en question ne saurait être prise en considération comme telle au titre d'une remise gracieuse (cf. Cour adm. 11 janvier 2007, n° 22033C du rôle, Pas. adm. 2009, V° Impôts, n° 361).

Or, en l'espèce, il n'est pas contesté que la déclaration rectificative pour l'année 2000 a été rentrée tardivement auprès du bureau d'imposition compétent et que, s'il est certes exact que d'après le paragraphe 204 (1) AO ledit bureau est tenu de vérifier les informations des contribuables en leur faveur, force est de retenir qu'en l'espèce le bureau d'imposition compétent n'a précisément pas été en temps utile en possession des informations ayant pu l'amener à faire application des dispositions de l'article 23 LIR et à évaluer les dettes de la société ... à une valeur supérieure de sorte à amoindrir la charge fiscale dans le chef de cette dernière, les bulletins litigieux ayant déjà été coulés en force de chose décidée.

Partant, les premiers juges sont à confirmer dans leur constat qu'une iniquité objective ne saurait être retenue en l'espèce.

Concernant l'iniquité subjective, la société ... relève tout d'abord que c'est à bon droit que les premiers juges auraient retenu que l'existence de pareille iniquité subjective s'apprécie au jour où le tribunal statue.

Cependant en l'espèce, selon l'appelante, le paiement des impôts à hauteur de 345.324, 43.- € aurait des conséquences financières lourdes pour son existence économique et la priverait de moyens de subsistance indispensables. En se basant sur sa situation de fortune et de revenus se dégageant des bilans au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2009, la société ... soutient avoir généré des pertes de 151.088,48.- € et de 76.388,37.- € lors des exercices respectifs, ne disposant à ces dates que de liquidités de respectivement 19.693,41.- € et 59.321,28.- €. Pour le surplus, son endettement se serait élevé au 31 décembre 2008 à 7.923.912,15.- € et au 31 décembre 2009 à 7.918.906,54.- €, montants



supérieurs à la valeur de l'immeuble inscrit à l'actif du bilan pour respectivement 7.650.000,00.- € et 7.460.000,00.- €.

L'appelante signale encore qu'elle aurait tenté d'obtenir des prêts supplémentaires auprès de différentes banques pour payer sa dette d'impôt, demandes qui auraient cependant été refusées et le rendement annuel de l'immeuble en France serait inférieur au montant de la dette d'impôt en principal, de sorte qu'elle ne disposerait pas des moyens suffisants pour s'acquitter du paiement de sa dette fiscale sans compromettre irrémédiablement son existence.

Finalement, la société ... relève que la vente de l'immeuble qu'elle détient n'est pas envisageable au vu de l'état déflationniste du marché immobilier actuel, étant donné que pareille vente se réaliserait à perte. L'appelante donne à considérer dans ce contexte qu'elle ne serait pas à même de rembourser avec le produit de pareille vente intégralement ses créanciers hypothécaires et ensuite sa dette d'impôt, de sorte que la vente de l'immeuble aurait pour seul effet de la vider de sa substance.

Partant, le maintien de l'imposition faite pour l'année 2000 aurait pour conséquence de lui causer un préjudice irréparable, de sorte qu'elle serait en droit de solliciter une remise totale, sinon partielle du paiement tant du principal que des intérêts du montant réclamé au titre de l'impôt sur le revenu et de l'impôt commercial communal de l'année 2000.

Le délégué du gouvernement, sur ce point, se réfère à l'argumentation développée dans la décision directoriale du 20 janvier 2009 et aux motifs exposés dans le jugement entrepris du 10 février 2010, tout en soulignant que la société ... n'aurait pas apporté d'éléments nouveaux, de sorte qu'elle serait à débouter de son appel.

Force est de constater qu'à l'heure actuelle l'appelante documente sa situation financière par la production des bilans au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2009, desquels ressort qu'elle a généré des pertes pour les exercices en question et que la valeur comptable du seul élément d'actif, à savoir un immeuble sis à ... est inférieur au montant de dettes. Pour le surplus, la société ... affirme encore que le rendement annuel dudit immeuble s'élèverait à 320.614,29.- €, montant à minorer de 181.465,31.- € à titre de charges diverses et d'intérêts bancaires, ramenant partant ledit rendement à 139.148,98.- €/an, soit un montant largement inférieur au montant principal des impôts dus, s'élevant à 345.324,43.- €.

Même à admettre les chiffres ayant trait au rendement annuel de l'immeuble, non documentés par la production des pièces comptables ou des contrats de bail en cause, et l'affirmation de la société ... que toutes ses demandes de prêt supplémentaires auraient été refusées, c'est à juste titre que les premiers juges ont reproché à l'actuelle appelante de ne pas avoir apporté de précisions supplémentaires ni quant à la valeur actuelle *réelle* de l'immeuble ni quant aux expectatives de vente dudit immeuble ou de partie dudit immeuble. Pourtant avertie à travers le jugement entrepris, l'appelante n'a pas fourni d'autres précisions utiles afférentes en instance d'appel. Or, à défaut d'avoir apporté une évaluation fiable quant à la valeur réelle de l'immeuble dont elle est propriétaire, la

société ... met la Cour dans l'impossibilité de pouvoir retenir l'existence d'une rigueur subjective au moment de statuer, de sorte qu'il convient de retenir que l'appelante n'a pas rapporté la preuve d'une iniquité subjective dans son chef résultant du paiement du montant des impôts dus.

Il s'ensuit que l'appel n'est pas justifié et le jugement entrepris est à confirmer dans toute sa teneur.

Au vu de l'issue du litige, la demande de la société ... à se voir allouer une indemnité de procédure d'un montant de 1.000.- € est à rejeter.

**Par ces motifs,**

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;

reçoit l'appel du 22 mars 2010 en la forme ;

le dit non fondé et en déboute ;

partant confirme le jugement entrepris du 10 février 2010 ;

condamne la société anonyme ... S.A. aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par :

Henri CAMPILL, premier conseiller,  
Serge SCHROEDER, conseiller,  
Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu par le premier conseiller en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en-tête, en présence de la greffière de la Cour Anne-Marie WILTZIUS.

s..WILTZIUS

s.CAMPILL

Reproduction certifiée conforme à l'original  
Luxembourg, le 29 mai 2016  
Le greffier de la Cour administrative